



Solutions fondées sur l'état de droit pour un avenir pacifique, juste et ouvert : Plan stratégique de l'OIDD pour 2025-2028

Forum des partenariats 2024

26 novembre 2024 | 14 h à 15 h 30 CET

NOTE D'INFORMATION

Le monde est confronté à des crises complexes et interreliées – conflits, changement climatique, confiance envers les institutions en baisse, et creusement de l'écart en matière de justice, entre autres – qui menacent d'annuler des décennies d'avancées en termes de développement, de compromettre le système multilatéral et de déstabiliser les sociétés. Avec une polarisation croissante et des risques accrus, il est probable que les prochaines années éprouvent considérablement la résilience de la gouvernance à tous les niveaux.

Le Pacte pour l'avenir, le Pacte numérique mondial et la Déclaration sur les générations futures reflètent l'engagement des dirigeants mondiaux à redresser la barre et à établir un multilatéralisme renouvelé pour relever ces défis communs. L'état de droit sera crucial pour réaliser ces grandes ambitions.

Dans un monde marqué par des difficultés et des opportunités sans précédent, le nouveau *Plan stratégique 2025-2028* de l'OIDD est fondé sur la conviction que l'état de droit n'est pas juste un principe abstrait, mais un puissant outil qui peut promouvoir la paix et la prospérité, libérer le potentiel de développement, et protéger les droits humains de tous et toutes.

En tant que catalyseur et accélérateur du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'état de droit peut s'attaquer aux causes profondes des crises mondiales, et donner aux individus et aux gouvernements les moyens de développer des approches justes et collaboratives pour se frayer un chemin dans un monde à l'évolution rapide. L'approche de l'OIDD est adaptée aux besoins et contextes spécifiques de ses partenaires, en garantissant que l'état de droit contribue significativement à améliorer la vie des gens.

À l'occasion de l'adoption du Plan stratégique par l'Assemblée des Parties, l'édition 2024 du Forum des partenariats de l'OIDD comprendra des intervenants de haut niveau qui partageront leur expérience de solutions reposant sur l'état de droit pour lutter contre la corruption, resserrer l'écart entre les genres en matière de justice, plaider pour la justice climatique et favoriser une croissance économique inclusive.